

L'homme Jean, La grande bourgeoisie au pouvoir (1830-1880).

François-André Isambert

Revue française de sociologie, Année 1960, Volume 1, Numéro 4
p. 485 - 486

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

LHOMME, Jean. *La grande bourgeoisie au pouvoir (1830-1880)*. Paris, Presses universitaires de France, 1960, viii-380 p., 18 NF. (*Bibliothèque de la Science économique*).

Dans le chantier aujourd'hui fort actif de l'histoire sociale du XIX^e siècle, l'ouvrage de J. Lhomme s'attaque à une pièce maîtresse. On a, nous dit-il, beaucoup parlé de la lutte de classes en ce siècle, mais sans préciser suffisamment quelle fraction de la bourgeoisie était en cause. Or, la suprématie de la grande bourgeoisie s'est exercée non seulement sur le prolétariat, mais encore sur et contre les propriétaires fonciers et la moyenne et petite bourgeoisie. Ainsi se trouverait déplacée, pour cette période, la ligne de clivage habituellement conçue. Pour appuyer sa démonstration, l'auteur entend aller plus loin que la mise en scène des « dynasties bourgeoises ». Ne faisant cas des personnes et des familles qu'à titre d'exemple, il montre que le pouvoir s'est trouvé concentré, d'une façon générale, entre les mains de ceux qui, par une activité commerciale ou industrielle, atteignaient un certain niveau de revenu. Pouvoir politique, pouvoir économique et pouvoir « social » (l'auteur entend par là l'influence auprès de l'opinion) se trouvent en effet entre les mains d'une petite minorité, la même qui détient les suffrages, les capitaux, la grande presse. Le fait est particulièrement frappant sous la Monarchie de Juillet. A propos du régime électoral et de la Garde Nationale, l'auteur met avec bonheur en relief le rôle subordonné que la petite bourgeoisie est amenée à jouer et les rancœurs qu'elle en conçoit. 1848 est selon lui l'expression de cette rancœur de la petite bourgeoisie préférant momentanément l'alliance avec le prolétariat. Avec une autre équipe dirigeante, et avec une forme de capitalisme non plus familial, mais fondé sur les grandes sociétés, la grande bourgeoisie « prend le tournant », successivement sous le Second Empire et la Troisième République. En 1879, elle perd sinon le pouvoir, tout au moins l'exclusivité du pouvoir : un ministère de gauche se forme. Autour de 1880, la représentation nationale comme les pouvoirs locaux passent entre les mains d'une autre couche sociale, la moyenne bourgeoisie.

C'est l'auteur lui-même qui nous avertit (p. VIII) de l'« absence de netteté » des traits et des limites de la « grande bourgeoisie » et du caractère « aventuré » de ses conclusions. On ne saurait lui en tenir rigueur, dans la mesure où l'entreprise s'avérerait féconde et renouvratrice des recherches en ce domaine. Remarquons néanmoins que cette imprécision gêne parfois. S'agit-il de savoir qui détient les voix électorales ? Sous la Monarchie de Juillet, le nombre d'électeurs varie entre 150.000 et 250.000, excluant la petite — et une partie de la moyenne — bourgeoisie. La loi de 1850, revenant sur celle de 1848, qui accordait le suffrage universel, ampute le corps électoral de 29 %, mais laisse subsister 6.809.000 électeurs : cette mesure que l'auteur présente comme inspirée par la grande bourgeoisie, donne toutefois au sens électoral une signification toute différente de la précédente. S'agit-il du « pouvoir économique », l'augmentation de la part de l'industrie dans le revenu national n'entraîne pas *ipso facto* l'augmentation de puissance de la grande bourgeoisie. D'une part celle-ci possède souvent des terres. D'autre part la concentration industrielle en France est très lente au XIX^e siècle, et Simiand a pu montrer que les phases d'expansion économique ont vu éclore de multiples petites entreprises.

Pourtant la question essentielle posée par l'ouvrage n'est sans doute pas là. L'auteur marque excellemment les oppositions qui existent entre les diverses couches de la bourgeoisie et qui prennent par moments l'allure de conflits

de classes. Mais la discussion pourrait se porter autour des notions de « pouvoir » et de « domination ». Si l'on admet que la détention du pouvoir n'est pas seulement celle des postes ministériels, mais s'étend à l'ensemble de l'appareil administratif et économique, et même à des éléments plus difficilement palpables de l'influence et du prestige, on est bien obligé de se demander quelles couches de la population participent à ce pouvoir. On trouve alors, à des degrés divers, des propriétaires terriens en grand nombre, nobles ou roturiers, de petits industriels, des membres des professions libérales, etc... qui sont les « notables ». Ceux-ci ne s'identifient pas, en effet, comme le laisserait entendre l'auteur, à la grande bourgeoisie, mais se définissent par rapport aux ensembles sociaux sur lesquels s'exerce leur influence : la « fin des notables » est sans doute plus la fin d'un type de rapports sociaux que la fin d'une classe. Dans ces conditions, en quel sens peut-on parler de domination ? Remarquer simplement que la grande bourgeoisie concentre entre ses mains les principaux organes de direction ne serait pas suffisant. Dire qu'elle le fait à l'encontre des autres « classes » n'est que partiellement exact. En bref, l'ouvrage, tout en insistant fort utilement sur les caractères propres de la couche sociale où se recrutèrent, pendant cinquante années, les dirigeants de la nation, n'apporte pas, apparemment, de modification profonde à l'image que l'on possédait de la « France bourgeoise ».

F. A. ISAMBERT.

ARIES, Philippe. *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime.* Paris, Plon, 1960, iv-503 p., graph., pl. h.-t., 21 NF (*Civilisations d'Hier et d'Aujourd'hui*).

« Il ne s'agit pas ici d'une recherche gratuite sur la société d'Ancien Régime », explique l'auteur dans son introduction, mais d'un effort pour « distinguer clairement les traits de notre présent vécu par les différences qui les séparent des aspects voisins, mais jamais semblables, du passé ». Cet ouvrage complète ainsi un précédent livre qui portait sur la période moderne (1) et cherchait à saisir à travers l'histoire précise et l'évolution démographique de quelques groupes de populations françaises leurs attitudes devant la vie, mettant en lumière l'importance de la sensibilité familiale moderne. Ce thème du sentiment de l'enfance et de la famille sera le fil conducteur du présent ouvrage.

Au point de départ, l'auteur brosse le tableau d'un monde humain totalement étranger au nôtre par la conception qu'il se fait de sa propre existence. Cela se situe au Moyen âge mais plonge ses racines dans un passé beaucoup plus lointain. C'est un monde en quelque sorte figé, immuable, où l'homme n'a pas d'âge individuel, mais se reconnaît collectivement soumis au cycle inéluctable des « âges de la vie », semblable au cycle éternel de la nature. La mortalité infantile considérable qui sévit ne blesse pas, n'étant que l'un des aspects de ce nécessaire destin qui régit l'homme et l'univers. Dans un tel contexte, il n'y a pas de place pour le sentiment de l'enfance, pas de place pour l'enfance, période si précaire au regard des cycles éternels.

Mais l'étude de l'iconographie suivie de l'analyse du costume, des jeux, et des attitudes envers la sexualité, révèle une découverte progressive de l'enfance. L'enfant est d'abord mêlé au monde des adultes. Il est habillé de la même manière, partage les mêmes jeux, n'est pas étranger à la connaissance de la

(1) *Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle.* Paris, Editions Self, 1948.